



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

February 26, 2026

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le cadre de gouvernance post-CPT d'Haïti s'est consolidé le 26 février lorsque le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé a obtenu l'aval du Secrétaire d'État américain Marco Rubio en faveur du Pacte National pour la Stabilité et les Élections, en marge du 50e sommet de la CARICOM à Basseterre. Le Pacte, signé par plus de 200 partis politiques et organisations de la société civile les 21 et 22 février, établit le cadre juridique de la période intérimaire jusqu'à l'investiture présidentielle ciblée au 7 février 2027. Les forces de sécurité ont repris le carrefour stratégique de Carrefour-Aéroport à Port-au-Prince, première récupération territoriale significative dans la capitale. Un contrat de sécurité frontalière de 542 millions de dollars sur dix ans a reçu l'approbation judiciaire. Le calendrier de déploiement de la GSF, ciblant avril 2026, demeure la variable déterminante pour le premier tour des élections du 30 août.



RÉSUMÉ RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

Le PM Fils-Aimé a reçu l'aval direct des États-Unis en faveur du Pacte National de la part du Secrétaire Rubio lors du sommet de la CARICOM, consolidant la légitimité internationale du gouvernement intérimaire post-CPT.

Les forces de sécurité haïtiennes ont repris Carrefour-Aéroport du contrôle du gang Viv Ansanm, première récupération territoriale tangible à Port-au-Prince après des mois d'opérations soutenues.

Le contrat de sécurité frontalière de 542 millions de dollars avec le consortium Evergreen-Alex Stewart a reçu l'approbation judiciaire de la CSCCA, engageant Haïti dans un programme de modernisation frontalière sur dix ans.

Le déploiement de la GSF est en bonne voie pour avril 2026, avec jusqu'à 7 500 personnels promis par six pays, mais le rythme de génération des forces demeure incertain face à l'échéance électorale du 30 août.

La situation humanitaire d'Haïti reste critique avec 1,45 million de déplacés, 5,7 millions de personnes en insécurité alimentaire, et un rapport BINUH-OHCHR du 20 février documentant la traite systématique d'enfants par les gangs.

DÉVELOPPEMENT 1: FILS-AIMÉ OBTIENT L'AVAL DES ÉTATS-UNIS AU SOMMET DE LA CARICOM



Le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé a rencontré le Secrétaire d'État américain Marco Rubio le 25 février en marge de la 50e Conférence des chefs de gouvernement de la CARICOM à Basseterre, à Saint-Kitts-et-Nevis. Rubio a qualifié le Pacte National de signal fort d'espoir et de responsabilité collective, essentiel pour restaurer la confiance nationale et internationale. Les discussions ont porté sur la situation sécuritaire, le soutien au déploiement de la GSF incluant le personnel spécialisé et la logistique, ainsi que les conditions nécessaires à la tenue d'élections crédibles. Cette rencontre bilatérale représente l'engagement diplomatique américano-haïtien au plus haut niveau depuis la dissolution du CPT.

Le Pacte National pour la Stabilité et l'Organisation des Élections a été officiellement présenté le 23 février à la Villa d'Accueil à Port-au-Prince, en présence des ambassadeurs des États-Unis, du Mexique, du Canada et de la France, aux côtés du Représentant spécial du BINUH, de plus de 200 partis politiques, du secteur privé et de la société civile. Le document de 30 articles établit le cadre juridique de la période intérimaire post-CPT, du 7 février 2026 jusqu'à l'installation des élus. Les dispositions clés confèrent le pouvoir exécutif au Conseil des ministres

sous la direction du PM conformément au décret du 23 mai 2024, imposent un cabinet technique non partisan, interdisent aux membres du gouvernement d'utiliser les ressources publiques à des fins partisans, et interdisent explicitement à Fils-Aimé de se présenter comme candidat.

Des critiques ont qualifié le transfert intégral du pouvoir exécutif à Fils-Aimé le 7 février de coup d'État soft, HaitiLibre ayant noté que le Pacte accorde au Premier ministre et à son gouvernement les pleins pouvoirs sans terme clairement défini. Le Pacte est le quatrième accord de partage du pouvoir depuis l'assassinat du président Moïse en 2021. Sa durabilité repose sur le soutien international soutenu, les progrès sécuritaires et le respect volontaire par plus de 200 signataires qui ont signé sans mécanisme d'application. L'UE, la France et le Canada ont chacun approuvé le maintien en poste de Fils-Aimé, fournissant le bouclier de légitimité multilatérale qui isole l'arrangement de l'opposition intérieure.

À la CARICOM, Fils-Aimé a décrit une stratégie sécuritaire en trois phases : opérations combinées PNH, FAd'H et GSF contre les gangs ; arrestations et poursuites judiciaires ; et programmes de réinsertion des jeunes avec le soutien de l'UNICEF. Il s'est déclaré confiant que les élections seraient organisées avant la fin de l'année et a cité la reprise de Carrefour-Aéroport comme preuve que l'autorité de l'État peut être restaurée. La Finlande a promis plus de 2 millions de dollars spécifiquement pour la réponse humanitaire d'Haïti, et des discussions seraient en cours avec les Émirats arabes unis sur des partenariats sécuritaires et d'investissement.



CONTEXTE HISTORIQUE

Haïti fonctionne sans parlement élu depuis janvier 2020 et sans président depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse en juillet 2021. Le CPT lui-même avait été établi en avril 2024 comme structure provisoire à la suite d'un précédent accord de partage du pouvoir, accomplissant son mandat le 7 février 2026, exactement comme prévu. Aucune élection n'a été organisée en Haïti depuis 2016.

POINTS DE DISCUSSION

L'aval bilatéral de Rubio représente le soutien américain explicite le plus fort à Fils-Aimé depuis la dissolution du CPT et réduit le risque d'un revirement de la politique américaine susceptible de déstabiliser l'arrangement intérimaire.

L'interdiction faite à Fils-Aimé de se présenter aux élections constitue le mécanisme de crédibilité le plus important du Pacte et son point de vulnérabilité le plus visible si des pressions politiques s'intensifient en période pré-électorale.

Plus de 200 signataires créent une large légitimité nominale mais distribuent également le risque de conformité à travers des acteurs aux intérêts divergents qui ne font face à aucune sanction en cas de retrait.

Le Comité consultatif de représentants politiques, syndicaux, du secteur privé et de la société civile n'est pas encore constitué et son opérationnalisation sera le premier test institutionnel de la mise en œuvre du Pacte.

La reconnaissance internationale des États-Unis, de la France, de l'UE, du Canada et de la CARICOM protège Fils-Aimé contre les tentatives des membres sanctionnés du CPT ou des acteurs de l'opposition de contester son autorité.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations internationales devraient conditionner leurs engagements programmatiques à la formation du

Comité consultatif, premier indicateur vérifiable de la capacité de mise en œuvre du Pacte.

Les missions diplomatiques devraient suivre le calendrier du remaniement ministériel comme premier test concret de la volonté de Fils-Aimé de respecter l'exigence d'un cabinet technique non partisan.

Les acteurs du secteur privé devraient noter que l'inéligibilité de Fils-Aimé crée une incitation structurelle à respecter les délais électoraux pour protéger son héritage politique post-mandat.

Les acteurs politiques et les organisations de la diaspora devraient chercher à être représentés dans le processus de formation du Comité consultatif avant que la composition ne soit finalisée.

Une veille du renseignement doit être maintenue sur toute nouvelle révocation de visa américain ou sanction du Trésor contre des personnalités politiques cherchant à exploiter le moment post-CPT pour un positionnement personnel.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 2:REPRISE DE CARREFOUR-AÉROPORT ET CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT DE LA GSF

La police nationale haïtienne a repris le carrefour de Carrefour-Aéroport dans le centre de Port-au-Prince à la suite d'une offensive soutenue lancée en décembre 2025, appuyée par une société de sécurité privée et des policiers kényans de la mission soutenue par l'ONU. Le poste de police incendié par les membres du gang Viv Ansanm en mars 2024 a été rénové et formellement rouvert le 7 février. Au 26 février, des véhicules blindés de police et des officiers lourdement armés patrouillent la zone, et de petits commerces, des vendeurs ambulants et des tap-tap recommencent à fréquenter le carrefour. Romain Le Cour, de la Global Initiative Against Transnational Organized Crime, a décrit la reprise comme probablement l'un des tout premiers messages tangibles que les forces de l'État peuvent reprendre le territoire.

La reprise est significative sur le plan symbolique mais doit être replacée dans le contexte de la carte sécuritaire globale. Les gangs contrôlent encore environ 90 % de Port-au-Prince. Les zones environnantes de Carrefour-Aéroport restent dévastées, avec des maisons calcinées en ruine, des commerces et des écoles fermés, et des résidents exprimant la crainte que la paix soit temporaire. La PNH a mené des opérations intensifiées depuis fin décembre 2025, dont des frappes de drones kamikazes contre les positions des gangs. Le 17 janvier, une frappe de drone a démolie la résidence de Jimmy Chérizier, dit Barbecue, chef de la coalition Viv Ansanm.

La Force de Suppression des Gangs (GSF), autorisée par la résolution 2793 du Conseil de sécurité de l'ONU du 30 septembre 2025, est en cours de transition depuis la mission d'appui à la sécurité dirigée par le Kenya. La force autorisée s'élève à 5 550 personnels avec des engagements allant jusqu'à 7 500 provenant du Burkina Faso, du Burundi, du Tchad, de la Sierra Leone, de la Gambie et du Bangladesh. Les premières arrivées sont attendues en avril 2026, le déploiement complet étant ciblé pour octobre 2026. Godfrey Otunge (Kenya) demeure commandant par intérim. Le contingent kényan actuel s'élève à environ 1 000 officiers suite à la cinquième rotation arrivée en décembre 2025. Les États-Unis ne fournissent aucune troupe mais financent une part substantielle des coûts de la mission, ainsi que 5 millions de dollars d'assistance non létale aux FAD'H, première assistance de ce type depuis les années 1990.

Trois navires de guerre américains, le destroyer lance-missiles USS Stockdale, le USCGC Stone et le USCGC Diligence, ont été déployés dans la baie de Port-au-Prince le 3 février dans le cadre de l'Opération Southern Spear, sous la direction du Secrétaire à la Défense Pete Hegseth. Le déploiement a coïncidé avec les derniers jours du CPT et a servi simultanément d'opération contre le trafic de stupéfiants et de signal politique soutenant la consolidation de Fils-Aimé. La présence navale est depuis devenue un élément persistant de l'environnement sécuritaire et signale l'engagement soutenu des États-Unis envers la transition.



CONTEXTE HISTORIQUE

La mission MSS dirigée par le Kenya a lancé ses opérations en juin 2024, mais a été constamment entravée par des manques de financement, des insuffisances dans la génération des forces et l'adaptation des gangs à ses tactiques. La GSF remplace la MSS avec un mandat plus large, une structure de commandement onusienne formelle et une participation plus large des pays contributeurs, destinées à surmonter les lacunes chroniques de la MSS.

POINTS DE DISCUSSION

La reprise de Carrefour-Aéroport est modeste sur le plan opérationnel mais politiquement essentielle comme première preuve visible que la stratégie combinée PNH-GSF peut produire des résultats territoriaux.

L'objectif d'arrivée de la GSF en avril 2026 doit être respecté pour maintenir le calendrier électoral du 30 août ; un retard de trois mois dans le déploiement de la GSF rendrait mathématiquement impossible le calendrier électoral actuel.

La campagne de frappes de drones contre les chefs des gangs représente une évolution tactique qui produit des résultats mais intensifie également la pression de représailles des gangs contre les populations civiles.

La présence navale américaine dans la baie de Port-au-Prince est un signal coercitif adressé autant aux acteurs politiques haïtiens envisageant une déstabilisation qu'aux réseaux de narcotrafic.

Le chiffre de 90 % de contrôle territorial des gangs à Port-au-Prince signifie que tous les gains sécuritaires actuels demeurent réversibles et tributaires d'un tempo opérationnel soutenu.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations humanitaires devraient planifier leurs calendriers opérationnels en partant du principe que l'arrivée de la GSF en avril est le scénario optimiste et prévoir une capacité de contingence pour une date effective de déploiement en juin-juillet.

Les entreprises opérant à Port-au-Prince devraient traiter Carrefour-Aéroport comme une zone indicatrice : une normalisation commerciale soutenue sur 60 jours signalerait un changement durable ; une nouvelle pression des gangs signalerait une vulnérabilité continue.

Les planificateurs sécuritaires devraient évaluer si la campagne de frappes de drones contre les chefs des gangs accélère la fragmentation de Viv Ansanm ou déclenche une consolidation interne sous des commandants successeurs.

Les coordinateurs des missions internationales devraient exiger des pays contributeurs des calendriers fermes de

déploiement des troupes avant la fenêtre d'avril pour éviter des défaillances de génération des forces à la dernière minute.



CONFIANCE



Confiance modérée basée sur des rapports institutionnels partiels.

DÉVELOPPEMENT 3: CONTRAT DE SÉCURITÉ FRONTALIÈRE ET ÉTAT DU CALENDRIER ÉLECTORAL

La Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif a approuvé un contrat de sécurité frontalière de 542 634 238 dollars sur dix ans entre quatre ministères du gouvernement haïtien et un consortium dirigé par Evergreen Trading System Limited et Alex Stewart International. Le contrat couvre les équipements de surveillance satellitaire, les drones, les scanners et les hélicoptères ; les scanners de fret et de conteneurs dans les ports maritimes de Port-au-Prince, Cap-Haïtien et Saint-Louis-du-Sud ; les scanners de véhicules aux postes frontières de Malpasse, Belladère et Ouanaminthe ; ainsi que la reconstruction des infrastructures douanières et migratoires. Le PM Fils-Aimé a déclaré que le contrôle de la frontière haïtienne est la première responsabilité du gouvernement et a signalé une ouverture à la normalisation des relations avec la République Dominicaine, notant que les deux nations partagent une île et ne peuvent demeurer étrangères l'une à l'autre.

Le calendrier électoral révisé du CEP, publié dans Le Moniteur en décembre 2025, établit le calendrier suivant : ouverture de la période de campagne le 19 mai 2026 ; publication des listes électorales le 31 juillet 2026 ; élections du premier tour législatives et présidentielles le 30 août 2026 ; résultats du premier tour le 3 octobre 2026 ; second tour le 6 décembre 2026 ; et investiture présidentielle le 7 février 2027. Le CEP a identifié 23 communes sous contrôle armé des gangs dans les départements de l'Ouest, de l'Artibonite, du Centre et du Nord-Ouest, ce qui présente des implications majeures pour la logistique électorale. Aucune élection n'a été organisée en Haïti depuis 2016. Le coût total du processus électoral est estimé à 120 millions de dollars.

Un point de friction institutionnel existe dans le cadre électoral. Deux ajouts majeurs ont été apportés au décret électoral publié dans Le Moniteur le 1er décembre 2025, sans le consentement ni l'approbation du CEP. Cette modification unilatérale du cadre juridique électoral crée une base pour des contestations judiciaires et signale que le gouvernement intérimaire n'a pas pleinement délimité son autorité par rapport à l'indépendance technique du CEP. Le CEP doit également encore publier les procédures de vote de la diaspora, engagement reflété dans le Pacte National mais sans calendrier de mise en œuvre publié.



Le programme de préférences commerciales textiles HOPE/HELP représente le levier de stabilisation économique le plus immédiat. La Chambre des représentants des États-Unis a adopté la loi HR 6504 le 12 janvier 2026, par un vote bipartisan de 345 contre 45, prolongeant le traitement en franchise de droits pour les textiles haïtiens rétroactivement depuis septembre 2025 jusqu'en décembre 2026, avec une extension potentielle jusqu'en décembre 2028 en attente de l'action du Sénat. Le programme représente environ 90 % des exportations haïtiennes. L'Association des Industries d'Haïti a appelé à une extension de dix ans pour générer la confiance des investisseurs qu'un renouvellement d'un an ne peut pas offrir.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le dernier cycle électoral d'Haïti en 2015-2016 a été entaché d'allégations de fraude qui ont conduit à l'annulation du premier tour et à l'élection éventuelle de Jovenel Moïse en 2017. L'effondrement subséquent du parlement en janvier 2020 a laissé Moïse gouverner par décret jusqu'à son assassinat, éliminant l'infrastructure institutionnelle que toute élection crédible en 2026 doit reconstruire à partir d'une capacité quasi nulle.

POINTS DE DISCUSSION

Le contrat frontalier de 542 millions de dollars signale l'intention du gouvernement de formaliser les flux commerciaux et d'affirmer la souveraineté territoriale, mais la faisabilité de sa mise en œuvre sur dix ans dans l'environnement sécuritaire actuel nécessite une évaluation indépendante.

L'objectif du premier tour du 30 août exige que le CEP établisse une capacité opérationnelle dans les 23 communes contrôlées par les gangs avant l'ouverture de la campagne du 19 mai, une fenêtre de trois mois qui est opérationnellement comprimée.

La modification non autorisée du décret électoral sans le consentement du CEP est une vulnérabilité structurelle que les acteurs de l'opposition ou les partis disqualifiés pourraient utiliser pour contester les résultats électoraux après le scrutin.

L'inaction du Sénat sur HOPE/HELP supprimerait le statut en franchise de droits pour le secteur d'exportation dominant d'Haïti, déclenchant un risque immédiat de fermeture d'usines dans une industrie employant des dizaines de milliers de travailleurs parmi les plus vulnérables.

Le cadrage par Fils-Aimé des relations frontalières avec la RD comme une responsabilité partagée plutôt qu'un grief bilatéral représente un changement mesurable par rapport à la posture de l'ère CPT et ouvre une fenêtre diplomatique qui était auparavant fermée.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les investisseurs du secteur textile devraient modéliser les deux scénarios d'action du Sénat sur HOPE/HELP et demander des précisions spécifiques sur le calendrier sénatorial à leurs représentants à Washington avant de prendre des décisions d'allocation de capital.

Les parties prenantes chargées de surveiller le CEP devraient traiter la date d'ouverture de la campagne du 19 mai comme la première échéance ferme qui révélera si les préparatifs électoraux sont sur la bonne voie ou en glissement.

Les analystes de la politique commerciale devraient évaluer la nouvelle exigence d'acheminement par voie maritime uniquement pour les marchandises transitant par la RD, qui crée des contraintes immédiates de coûts et de logistique pour les exportateurs agricoles américains et les consommateurs haïtiens.

Les observateurs internationaux planifiant des missions de surveillance électorale pour le 30 août devraient commencer à planifier des scénarios de contingence dans lesquels le scrutin est reporté au 6 décembre ou différé au-delà de 2026.



CONFIANCE



Confiance modérée basée sur des rapports institutionnels partiels.

DÉVELOPPEMENT 4: URGENCE HUMANITAIRE : RAPPORT SUR LA TRAITE DES ENFANTS ET CRISE DE DÉPLACEMENT

Un rapport conjoint BINUH-OHCHR publié le 20 février a documenté la traite systématique des enfants par les gangs haïtiens. La plupart des 26 gangs opérant à Port-au-Prince et dans les zones environnantes maintiennent des schémas de recrutement d'enfants allant des courses et de la collecte d'extorsion aux enlèvements, aux meurtres ciblés et aux violences sexuelles contre les filles. Plus de 500 000 enfants étaient estimés vivre dans des zones contrôlées par les gangs en 2024. Entre janvier 2022 et décembre 2025, au moins 806 enfants, dont 536 garçons et 270 filles, figuraient parmi les 26 188 personnes tuées ou blessées. Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme Volker Türk a déclaré que les enfants en Haïti sont privés de leur enfance et de leur avenir.

La situation de déplacement a atteint 1 450 254 personnes déplacées internes selon la dernière Matrice de suivi des déplacements de l'OIM, réparties dans 272 sites de déplacement, dont 149 dans des départements provinciaux et 97 à Port-au-Prince. Le tableau de la sécurité alimentaire est tout aussi sévère : 5,7 millions de personnes, soit environ 50 % de la population haïtienne, sont en situation d'insécurité alimentaire selon le PAM. Le FEWS NET projette que 3,49 millions de personnes auront besoin d'une aide alimentaire entre octobre 2025 et mai 2026, avec des besoins de pointe pendant la période de soudure de février à mai actuellement en cours. L'inflation s'établit à 31,9 % globalement, avec une inflation alimentaire dépassant 35 %, et les prix des denrées alimentaires sont de 30 à 77 % supérieurs à la moyenne régionale d'Amérique latine et des Caraïbes. Environ 277 000 enfants souffrent de malnutrition aiguë.

Le taux de change de la gourde est resté globalement stable à environ 131,1 HTG pour un dollar américain au 26 février, représentant une dépréciation marginale d'environ 0,2 % par rapport aux niveaux de janvier. Le taux n'a pas déclenché d'alerte de dévaluation. Cette stabilité relative est significative compte tenu de la transition de gouvernance et de l'incertitude sécuritaire, mais elle coexiste avec une inflation structurelle alimentée par des perturbations des chaînes d'approvisionnement, la dépendance aux importations et les pressions sur les prix du carburant, auxquelles aucune stabilité monétaire ne peut seule répondre. Les envois de fonds demeurent un filet de sécurité économique essentiel, particulièrement alors que les besoins humanitaires atteignent leur pic durant la période de soudure actuelle.

Le rapport BINUH sur la traite des enfants a des implications opérationnelles immédiates pour les organisations internationales. La stratégie en sept piliers recommandée par l'OHCHR donne la priorité à la protection sociale, à l'éducation comme espaces sûrs, à la réhabilitation plutôt qu'à la criminalisation des enfants recrutés, et au renforcement de l'embargo onusien sur les armes. Pour les donateurs et missions axés sur la sécurité, le rapport crée une pression de plaidoyer pour garantir des procédures conformes aux droits dans toutes les opérations anti-gangs et pour empêcher que les enfants survivants de l'exploitation par les gangs soient traités par des voies punitives plutôt que de réhabilitation. Sunrise Airways a suspendu tous ses vols à destination et en provenance de Port-au-Prince pour des raisons de sécurité, isolant davantage la capitale des réseaux de l'aviation régionale.



CONTEXTE HISTORIQUE

La crise de protection de l'enfance en Haïti est antérieure à l'expansion actuelle des gangs. Le BINUH documente les meurtres, blessures et déplacements systématiques d'enfants depuis 2022, mais le rapport de février 2026 est la documentation la plus complète à ce jour et la première à quantifier l'ampleur de la traite d'enfants organisée par

les gangs à travers les 26 principales structures de gangs simultanément.

POINTS DE DISCUSSION

Le rapport sur la traite des enfants BINUH-OHCHR déplace la référence du plaidoyer international : toutes les opérations sécuritaires à Port-au-Prince doivent désormais être évaluées selon un cadre de conformité aux droits qui traite explicitement des enfants survivants du recrutement par les gangs.

1,45 million de personnes déplacées représente un défi de protection et de logistique qui va s'intensifier, et non diminuer, lors des opérations sécuritaires pré-électorales nécessaires pour ouvrir les communes contrôlées par les gangs au processus électoral.

Une inflation à 31,9 % avec une inflation alimentaire supérieure à 35 % signifie que la stabilité nominale de la gourde n'apporte aucun soulagement à la majorité de la population dont le pouvoir d'achat continue de s'éroder en termes réels.

La suspension par Sunrise Airways de ses vols vers Port-au-Prince est un signal commercial indiquant que les opérateurs de l'aviation privée ont réévalué le seuil de risque, créant une pression sur l'examen de l'interdiction de vol de la FAA prévu pour mars 2026.

La promesse humanitaire de 2 millions de dollars de la Finlande pour Haïti et le pipeline continu du PAM représentent un financement positif mais insuffisant face à un budget électoral de 120 millions de dollars et un déficit humanitaire pluriannuel.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les clusters de protection des ONG devraient immédiatement constituer un groupe de travail pour transposer le cadre en sept piliers de l'OHCHR en procédures opérationnelles standard pour la protection de l'enfance lors des opérations anti-gangs dirigées par la GSF attendues à partir d'avril 2026.

Les gestionnaires de financement humanitaire devraient donner la priorité à la fenêtre de la période de soudure de février à mai dans leurs calendriers de décaissement actuels, car c'est la période de besoins de pointe pour les 3,49 millions de personnes nécessitant une aide alimentaire.

Les acteurs du secteur de l'aviation devraient surveiller l'examen de l'interdiction de vol de la FAA en mars 2026 comme le signal réglementaire clé qui déterminera si la réintégration des compagnies aériennes internationales à Port-au-Prince devient réalisable avant le cycle électoral d'août.

Les responsables du renseignement du secteur privé devraient intégrer la suspension de Sunrise Airways comme un indicateur de l'écart entre les évaluations sécuritaires officielles et la perception du risque des opérateurs commerciaux.

Les organisations de la diaspora devraient mobiliser le soutien par envois de fonds spécifiquement calibré sur le pic de la période de soudure de février à mai, en coordination avec le PAM et les réseaux de distribution locaux pour maximiser l'efficacité de l'accès à la nourriture.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

À SURVEILLER

PROCHAINES 24 À 48 HEURES

Le 50e sommet de la CARICOM se termine le 27 février. Surveiller le libellé du communiqué conjoint sur Haïti qui renforce ou nuance l'aval accordé à Fils-Aimé ; tout assouplissement du langage de la CARICOM signalerait une réserve diplomatique régionale non visible lors des réunions bilatérales. Observer si les responsables sanctionnés de l'ère CPT émettent des déclarations publiques tentant de contester la légitimité du Pacte National pendant que l'attention internationale est focalisée sur Basseterre. Surveiller les rapports d'incidents sécuritaires à Port-au-Prince pour déceler tout contre-mouvement des gangs contre Carrefour-Aéroport visant à tester si la reprise est défendable.

CETTE SEMAINE

Le processus de formation du Comité consultatif dans le cadre du Pacte National devrait commencer dans les jours suivant le retour de Fils-Aimé de Basseterre ; l'absence d'initiation de ce processus dans la semaine constituerait un indicateur de mise en œuvre significatif à signaler. Le calendrier du remaniement ministériel devrait se préciser au retour du PM, qui fera face à la pression de démontrer que l'exigence d'un cabinet technique non partisan est respectée. L'examen de l'interdiction de vol de la FAA pour Port-au-Prince, prévu pour mars, se situe désormais dans l'horizon de planification immédiate. Surveiller le calendrier sénatorial HOPE/HELP pour toute action programmée en commission.

HORIZON STRATÉGIQUE

La génération des troupes de la GSF avant la fenêtre d'arrivée d'avril 2026 est la variable la plus déterminante de la trajectoire à court terme d'Haïti. Si les forces promises du Burkina Faso, du Burundi, du Tchad, de la Sierra Leone, de la Gambie et du Bangladesh commencent à confirmer leur pré-déploiement, le calendrier électoral du 30 août reste viable. Si la génération des forces s'enlise, le CEP fera face à un problème logistique impossible dans 23 communes contrôlées par les gangs. La capacité du CEP à établir une présence opérationnelle dans ces communes avant l'ouverture de la campagne du 19 mai est l'indicateur avancé de la faisabilité électorale. Le vote sénatorial sur HOPE/HELP avant la date limite rétroactive de septembre 2025 devient commercialement critique pour le secteur textile. La normalisation diplomatique avec la République Dominicaine, si Fils-Aimé donne suite aux démarches qu'il a signalées à la CARICOM, pourrait matériellement modifier la dynamique du commerce frontalier et la coordination sécuritaire bilatérale dans un délai de 60 à 90 jours.

SOURCES PRIMAIRES

Haiti Libre -- Rencontre bilatérale du PM Fils-Aimé avec le Secrétaire Rubio, 25 février 2026.

<https://www.haitilibre.com/en/news-46937-haiti-politic-pm-alix-didier-fils-aime-met-with-secretary-of-state-marco-rubio.html>

Jamaica Gleaner / Caribbean Media Corporation -- Déclarations du PM Fils-Aimé à la presse de la CARICOM sur les élections et la sécurité, 26 février 2026.

<http://jamaica-gleaner.com/article/world-news/20260226/haitian-prime-minister-confident-country-will-hold-elections-year-end>

Le Nouvelliste (EN) -- Lancement officiel du Pacte National et participation des parties prenantes, 23 février 2026.

<https://lenouvelliste.com/en/article/264507/fils-aime-securite-political-agreement-through-national-stability-pact>

Gazette Haïti -- Analyse complète des dispositions du Pacte National et de sa structure en 30 articles.
<https://www.gazettehaiti.com/node/13439>

AP News -- Reprise du contrôle de Carrefour-Aéroport sur les gangs et situation sécuritaire, 25 février 2026.
<https://apnews.com/article/haiti-control-gangs-carrefour-aeroport-9e248bf212c16bf5f35bceb7770667b4>

Le Monde -- Dissolution du CPT et transfert du pouvoir à Fils-Aimé, 8 février 2026.
<https://www.lemonde.fr/en/international/article/2026/02/08/in-haiti-the-transitional-presidential-council-hands-over-power-to-pm->

CSIS -- Analyse de la transition politique haïtienne et paramètres de déploiement de la GSF, 2026.
<https://www.csis.org/analysis/haiti-embarks-another-rocky-political-transition>

The New Humanitarian -- Mandat de la GSF, transition depuis la MSS et analyse opérationnelle, décembre 2025.
<https://www.thenewhumanitarian.org/analysis/2025/12/03/haiti-depth-new-gang-suppression-force-what-it-means-haiti>

BINUH / OHCHR -- Rapport conjoint sur la traite des enfants par les gangs en Haïti, 20 février 2026.
<https://binuh.unmissions.org/en/communiqués-de-presse/la-traite-des-enfants-par-les-gangs-met-en-peril-lavenir-dhaiti-rapport>

BINUH -- Rapport trimestriel sur la situation des droits de l'homme en Haïti, T4 2025, janvier 2026.
[https://binuh.unmissions.org/sites/default/files/2026-01/Quarterly%20Report%20on%20the%20human%20rights%20situation%](https://binuh.unmissions.org/sites/default/files/2026-01/Quarterly%20Report%20on%20the%20human%20rights%20situation%20in%20haiti.pdf)

OIM / ReliefWeb -- Rapport sur la situation de déplacement interne en Haïti, 26 février 2026.
[https://reliefweb.int/report/haiti/haiti-internal-displacement-situation-amid-increasing-insecurity-dg-echo-iom-echo-daily-flash-26](https://reliefweb.int/report/haiti/haiti-internal-displacement-situation-amid-increasing-insecurity-dg-echo-iom-echo-daily-flash-26-february-2026)

PAM -- Page pays Haïti, données sur l'insécurité alimentaire. <https://www.wfp.org/countries/haiti>

FEWS NET -- Perspectives de sécurité alimentaire en Haïti, octobre 2025 à mai 2026.
[https://reliefweb.int/report/haiti/haiti-food-security-outlook-october-2025-may-2026-persistent-insecurity-and-effects-hurricane-m](https://reliefweb.int/report/haiti/haiti-food-security-outlook-october-2025-may-2026-persistent-insecurity-and-effects-hurricane-melania)

Le Nouvelliste (EN) -- Approbation par la CSCCA du contrat de sécurité frontalière de 542 millions de dollars.
[https://lenouvelliste.com/en/article/264541/la-cour-des-comptes-approuve-le-contrat-de-500-millions-de-dollars-pour-le-renforce](https://lenouvelliste.com/en/article/264541/la-cour-des-comptes-approuve-le-contrat-de-500-millions-de-dollars-pour-le-renforcement-de-la-securite-frontaliere)

CFI Haïti -- Signal positif du renouvellement HOPE/HELP pour l'industrie haïtienne, février 2026.
<https://cfi.ht/2026/02/05/renouvellement-de-la-loi-hope-help-un-signal-positif-pour-lindustrie-haitienne-selon-ladih/>

Trading Economics -- Taux de change HTG/USD, 26 février 2026. <https://tradingeconomics.com/haiti/currency>

Haiti Libre (EN) -- Publication du calendrier électoral révisé du CEP, décembre 2025.
[https://www.haitilibre.com/en/news-46492-haiti-flash-the-cep-has-just-published-the-revised-electoral-calendar-in-the-moniteur.](https://www.haitilibre.com/en/news-46492-haiti-flash-the-cep-has-just-published-the-revised-electoral-calendar-in-the-moniteur)